

Enseignements tirés

La plupart des agences qui soutiennent la recherche agricole en Afrique subsaharienne fournissent des financements à des projets distincts durant des périodes spécifiques, en général pour une durée maximale de trois ans. Les sujets de recherche identifiés pour les appels à propositions ne correspondent pas toujours aux besoins des utilisateurs. Ils peuvent, en particulier, ne pas refléter les priorités des organisations – comme les organisations paysannes ou les entreprises agricoles privées, pourtant intéressées par les résultats de la recherche. Or, ces dernières ne bénéficient généralement pas d'un soutien leur permettant de jouer un rôle significatif en tant que partenaires de projet. L'incapacité à inclure des acteurs pertinents dans les processus de prise de décision du projet, entre autres facteurs, compromet la qualité de la recherche et limite grandement l'adoption de ses résultats, ce qui réduit l'impact potentiel sur le développement.

La Plateforme pour un partenariat Afrique-Europe dans le domaine de la recherche agricole pour le développement (*Platform for African European Partnership on Agricultural Research for Development, PAEPARD*) s'est employée à remédier à ces manquements en mobilisant et soutenant des consortiums de recherche multi-acteurs, en vue d'aborder les sujets de recherche prioritaires qui répondent aux besoins des utilisateurs. À travers cette approche guidée par les utilisateurs, des enseignements

essentiels ont été tirés sur le financement de la recherche agricole pour le développement (RAD).

> **Les mécanismes de financement compétitifs conventionnels** favorisent la participation des organisations de recherche disposant de plus grandes ressources et ne sont donc pas propices aux partenariats multi-acteurs qui prennent en compte les points de vue de tous les partenaires.

> **L'approche guidée par les utilisateurs** constitue une manière pratique d'identifier les questions de recherche prioritaires, encourage l'implication de toute une série d'acteurs et, enfin, renforce la confiance dans la contribution de la recherche à l'innovation. L'expérience de PAEPARD en matière de développement d'un processus guidé par les utilisateurs (PGU) qui place les organisations paysannes régionales au centre de ses projets montre que la création de tels partenariats est efficace mais requiert du temps, ainsi que des ressources financières et humaines.

> **Il existe un fossé** entre les priorités de recherche de nombreuses agences et les besoins des utilisateurs de la recherche. Les opportunités en termes de recherche multi-acteurs axée sur la demande sont peu nombreuses, et des activités

de plaidoyer sont nécessaires pour aider à combler ces lacunes.

> **Des relations directes** avec les donateurs peuvent contribuer à influencer leurs priorités de recherche afin de mobiliser et de diversifier davantage de ressources pour des recherches conjointes, et ainsi accroître les chances pour que les résultats de la recherche soient adoptés par les utilisateurs.

> **Des financements d'amorçage** pour des activités spécifiques, durant les premières phases du développement d'un partenariat, peuvent aider les consortiums de recherche à maintenir leurs efforts et augmenter sensiblement leurs chances d'obtenir un soutien pour des activités à plus grande échelle.

> **Une approche de financement par étapes**, dans laquelle les consortiums de recherche sont soutenus à travers des mécanismes tels que des ateliers de lancement ou d'écriture, permet l'élaboration de propositions de haute qualité qui ont de meilleures chances d'aboutir.

> **Les avantages** d'un partenariat multi-acteurs vont bien au-delà des subventions octroyées aux partenaires et la dynamique suscitée par la réussite d'une proposition est bien plus importante que le montant de la subvention.

Le consortium sur le lait de soja au Bénin (encadré 5) est géré par une ONG et vise à améliorer le statut des femmes à travers une gestion renforcée de la qualité de leurs produits à base de soja.



Les tendances récentes dans le financement de la RAD

Ces dernières années, le rôle crucial de l'agriculture dans la stimulation de la croissance économique et la réduction de la pauvreté a été reconnu par les gouvernements d'Afrique subsaharienne. De plus, les investissements dans le secteur ont, en moyenne, plus que doublé durant la période 2000-2014¹. Les dépenses consacrées à la recherche agricole ont aussi augmenté, mais à un rythme plus lent. La plupart des financements de la RAD sont octroyés à des projets à court terme, qui durent généralement moins de trois ans, ce qui réduit la continuité des efforts de recherche et ne permet pas d'observer les impacts réels. En outre, les priorités de recherche des donateurs et des banques de développement ne correspondent pas toujours à celles des gouvernements nationaux. Dans la plupart des programmes, les utilisateurs finaux des résultats de la recherche sont souvent peu – voire pas du tout – impliqués. Par conséquent, il arrive que ces résultats ne répondent pas aux besoins des agriculteurs et ne soient pas adoptés à grande échelle.

Certains donateurs, dont la Commission européenne (CE), reconnaissent la nécessité d'impliquer activement les utilisateurs finaux dans l'identification des priorités de recherche et dans la mise en œuvre de la recherche elle-même. Dans son guide *Research and Innovation: Food & Nutrition Security and Sustainable Agriculture* (Recherche et innovation : sécurité alimentaire et nutritionnelle et agriculture durable) (2014)², la CE indique que « des enseignements importants émergent ; ils nous apprennent qu'il est plus probable d'obtenir des impacts lorsque la recherche est associée à la vulgarisation et à l'innovation, ainsi que lorsqu'elle est clairement alignée sur les besoins des bénéficiaires ». Cependant, la plupart des mécanismes de financement ne sont pas encore assez flexibles pour permettre une approche qui associe la recherche et le développement. Ainsi, l'appel à propositions ouvert en 2016 du programme de financement de la recherche de l'Union africaine ne considérait pas les

organisations paysannes et les entreprises agricoles comme des partenaires éligibles.

La plateforme PAEPARD, créée dans le but de renforcer la collaboration entre les chercheurs africains et européens ainsi que d'améliorer la participation de différents acteurs dans le processus de recherche, s'est employée à remédier aux lacunes des mécanismes de financement des projets de RAD. Pour atteindre cet objectif, PAEPARD a eu recours à une série d'interventions complémentaires, notamment la fonction de médiation pour soutenir le développement de partenariats, le renforcement des capacités et un système stratégique d'information et de communication³. Dans cette *Policy brief*, il est question d'une autre composante de l'initiative, qui entend répondre directement au déficit de financement, à savoir le Fonds compétitif de recherche et le Fonds incitatif (CRF-IF).

Le CRF-IF a été développé afin de faciliter les partenariats multi-acteurs et a évolué au fil du temps en réponse aux enseignements tirés lors de la mise en œuvre des activités des partenariats. Malgré les difficultés de départ, les consortiums PAEPARD ont réussi à engranger chaque année davantage de financements. Au total, 34 propositions ont obtenu des fonds entre 2010 et 2017 et 36 709 844 € ont pu être mobilisés en réponse à des appels ouverts. Ce montant inclut le financement de consortiums facilités par PAEPARD, ainsi que par quelques partenaires (comme des universités africaines) qui ont bénéficié de soutien technique et financier lors des 12 ateliers d'écriture organisés par la Plateforme entre 2012 et 2016.

Cette *Policy brief* résume les résultats obtenus par PAEPARD à ce jour, en soulignant les enseignements et les recommandations qui pourraient être utiles afin d'orienter les futures décisions concernant les mécanismes de financement de la RAD.



¹ Beintema, N. et Stads, G.J., 2017. *A Comprehensive Overview of Investments and Human Resource Capacity in African Agricultural Research*. ASTI Synthesis Report. Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Washington DC, États-Unis.

² Commission européenne, 2014. *Research & Innovation: Food and Nutrition Security/Sustainable Agriculture*. Direction générale du développement et de la coopération - EuropeAid, Bruxelles. Disponible à l'adresse : <https://europa.eu/capacity4dev/file/64415/download?token=th8hmPNm>

³ Voir les *Policy Brief* nos 2, 3 et 4 de PAEPARD. Disponibles à l'adresse : <http://paepard.org/wakka.php?wiki=PublicationsPaepard>

Concurrence en matière de transparence et d'excellence de la recherche

Appels initiaux pour les consortiums PAEPARD

Àu début du projet PAEPARD, il a été entendu qu'un processus compétitif serait utilisé pour identifier des consortiums de RAD multi-acteurs. Les consortiums sélectionnés devaient recevoir des « financements d'amorçage » (entre 100 000 et 300 000 €) pour permettre la formation de partenariats solides en réponse à une opportunité de financement spécifique convenue lors d'un atelier de lancement et pour développer des propositions de recherche lors d'un atelier d'écriture ultérieur. L'intérêt d'un processus compétitif est de garantir que la sélection des consortiums soit ouverte, transparente et propice à une recherche de haute qualité.

Un appel ouvert à propositions de recherche a été lancé en décembre 2010, suivi d'un deuxième en juin 2011. Ces appels ne mentionnaient pas de sujet spécifique afin de permettre l'émergence d'idées innovantes. En revanche, ils exigeaient que les équipes de recherche comprennent plusieurs acteurs et impliquent des partenaires tant africains qu'euro-péens. Les recherches proposées devaient aussi répondre à un problème de développement bien défini et identifier clairement les étapes permettant d'obtenir des résultats.

Les propositions ont été évaluées par un panel de professionnels de la RAD, issus des partenaires de PAEPARD et avec différentes expertises disciplinaires. Les appels ont suscité beaucoup d'intérêt et, au total, plus de 150 propositions ont été reçues. Parmi celles-ci, 19 ont été sélectionnées pour bénéficier du processus de soutien décrit dans la figure 1.

Certaines difficultés ont néanmoins été identifiées lors du processus d'appel. Un manque d'adéquation a clairement été observé entre la composition des partenariats proposée par PAEPARD et les opportunités de financement offertes.

L'une des principales tâches de PAEPARD était de fournir des informations sur les prochaines opportunités de financement des consortiums. Cependant, très peu d'appels à projets permettaient une approche multi-acteurs. En outre, dans les propositions des consortiums pour obtenir un financement d'amorçage de PAEPARD, les candidats devaient indiquer l'opportunité de financement visée. Rares étaient les candidats à avoir respecté cette condition, et ceux qui l'ont fait ont trouvé que la période entre le lancement de l'appel de PAEPARD et l'atelier d'écriture pour le développement de la proposition (environ 12 mois) était trop longue pour viser un appel à projets spécifique.

Développement du PGU

Durant la formation des partenariats, il est aussi clairement apparu que les chercheurs et autres partenaires avaient parfois des attentes différentes quant aux objectifs de la recherche et à leur rôle dans le processus de recherche, ce qui pouvait engendrer des problèmes et nuire à l'efficacité de la collaboration.

Les utilisateurs de la recherche, en particulier, estimaient qu'ils avaient peu d'emprise sur les partenariats formés. En effet, le panel de spécialistes de la RAD a jugé que bon nombre de propositions ne reflétaient pas suffisamment les besoins des utilisateurs et étaient donc peu susceptibles d'avoir un impact sur le développement.

Consortium sur les amendements organiques enrichis aux Trichoderma géré localement au Burkina Faso (encadré 3) par une petite entreprise privée (Bioprotect) qui adapte la technologie européenne pour les petits producteurs maraichers formés par une ONG. L'évaluation d'impact sur le terrain a été réalisée par PAEPARD.



Pour répondre aux inquiétudes des utilisateurs de la recherche quant aux partenariats, PAEPARD a lancé le PGU en 2012⁴. Dans ce processus, les organisations paysannes jouaient un rôle central dans la définition des priorités de recherche et l'élaboration d'une initiative de recherche. Cette approche impliquait l'octroi d'un financement direct par PAEPARD et d'autres formes de soutien (comme le renforcement des capacités pour le développement de propositions et des mécanismes de communication améliorés) sur cinq ans. Le PGU a mené au développement de 14 propositions, dont six ont obtenu des financements, qui ont permis aux membres des consortiums de renforcer leur partenariat et d'adapter leur projet de recherche afin de répondre aux opportunités de financement émergentes.

Implication limitée des organisations européennes

Un autre problème est apparu lors des appels de 2010 et 2011 : les chercheurs européens n'ont pas fait preuve d'une réelle implication⁵ et leur participation aux ateliers de lancement organisés en Afrique a été limitée. Durant les ateliers multi-acteurs suivants, les chercheurs ont formulé des commentaires qui ont permis de comprendre les raisons de cette faible mobilisation :

1. Les systèmes d'incitation et de récompense pour les chercheurs agricoles dans les universités et les instituts de recherche européens favorisent clairement la démonstration d'excellence devant aboutir à la publication d'articles dans des revues prestigieuses et scientifiques. Les chercheurs ont le sentiment que la recherche orientée sur le développement ne permet pas de générer de tels résultats.

2. Un nombre croissant d'organisations de recherche européennes ne disposent pas, ou de peu, de financement de base et dépendent donc en grande partie des financements qui leur sont octroyés pour soutenir leurs activités. Par conséquent, le personnel de recherche est moins enclin à participer à des activités, comme des ateliers, qui ne couvrent pas les

coûts salariaux. Les chercheurs doivent aussi évaluer les chances de réussite lorsqu'ils sont impliqués dans la préparation de propositions pour l'obtention de financements, car il s'agit d'une activité chronophage et qui requiert des investissements financiers. Cela a des conséquences sur le processus d'appel compétitif car les organisations avec davantage de financements de base sont plus aptes à participer.

3. Une fois qu'un projet est en cours, les organisations bénéficiant de financements de base sont mieux placées pour préfinancer des activités de recherche et poursuivre des opérations en cas de retard dans le remboursement des dépenses. Il en va de même pour la contribution financière des partenaires à hauteur de 20% au budget de PAEPARD : les organisations qui reçoivent des subventions publiques sont plus aptes à répondre à cette condition que celles uniquement financées sur projets.

Les partenaires de PAEPARD ont depuis conclu que l'établissement d'un fonds de réserve par les agences de financement européennes, auquel les chercheurs européens pourraient avoir accès pour participer pleinement aux ateliers de lancement et au développement de propositions, contribuerait à améliorer l'implication des organisations européennes.

De très bons résultats en matière de financement pour les consortiums PAEPARD

Les consortiums soutenus par PAEPARD ont réussi à obtenir des financements de sept programmes de donateurs pour la recherche agricole entre 2011 et 2014 (Tableau 1, page 6).

Pour pouvoir répondre aux conditions des appels de financement, les consortiums ont dû, dans certains cas, réorienter les priorités de recherche de leurs propositions initiales, faisant ainsi preuve d'une grande flexibilité. Ceci a nécessité la restructuration des partenariats, un processus souvent complexe : par exemple, pour les appels à propositions de recherche du Centre de recherches pour le développement international, le coordinateur doit être canadien.

L'approche du PGU a clairement fait ses preuves dans ce cas, en aidant les consortiums à surmonter ce défi. Le capital social développé au sein des consortiums de type PGU les a aidés à adapter leurs projets de recherche pour répondre aux conditions des appels visés, tout en maintenant leurs objectifs de base. De plus, les ateliers d'écriture soutenus par PAEPARD ont offert aux consortiums PGU du temps et de l'espace pour développer leurs idées de manière suffisamment approfondie afin d'élaborer une proposition solide.

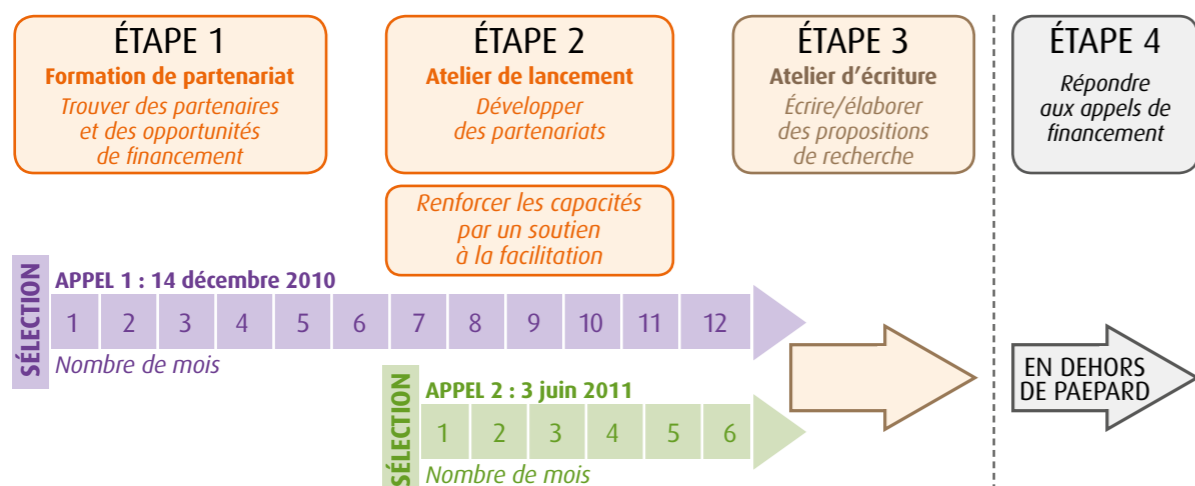


Figure 1 - Processus de partenariat multi-acteurs pour l'innovation de PAEPARD.

⁴ Voir le document de PAEPARD sur les Enseignements des consultations sectorielles et multi-acteurs menées dans le cadre de PAEPARD entre 2010 et 2012. Disponible à l'adresse : http://paepard.org/wakka.php?wiki=PublicationsPaepard/download&file=Rapport_Consultations_multi-acteursFR.pdf

⁵ Voir le document du PAEPARD sur l'évaluation de la participation des partenaires européens au processus guidé par les utilisateurs. Disponible à l'adresse : http://paepard.org/wakka.php?wiki=PublicationsPaepard/download&file=Rapport_ULP_European_EngagementFR.pdf

Tableau 1 : Exemples de financements extérieurs obtenus par les consortiums PAEPARD (2011-2014).

Programmes de recherche de donateurs	Consortiums soutenus par PAEPARD
> Recherche et développement sur la productivité agricole en Afrique de l'Ouest (RDPAAO) du CORAF/WECARD , novembre 2011.	> Partenariat Afrique-Europe pour la création d'un instrument de surveillance pour l'agriculture familiale au Sénégal (élargi à plusieurs autres pays ouest-africains, dont le Mali, le Burkina Faso, le Togo, le Bénin et le Niger).
> L'Association pour le renforcement de la recherche agricole en Afrique de l'Est et centrale (ASARECA RC12 Staples 02) juillet 2012.	> Diffusion à plus large échelle des innovations en matière de production de semences de pommes de terre de qualité en Afrique de l'Est et centrale, Burundi .
> Subvention institutionnelle du Fonds fiduciaire pour l'enseignement supérieur du Gouvernement fédéral du Nigeria , 2014.	> Utilisation de produits à base de manioc transformé dans la production de poulets de chair, Nigeria poultry feeds research and development (NIPOFERD)
> Africa-Brazil Innovation Marketplace , novembre 2014.	> Promotion de la chaîne de valeur des semences locales : culture et distribution, par les agriculteurs, de variétés de piments verts et rouges, Togo .
> Accelerate Agricultural Technology Transfer to Low Income Countries (AgriTT) , 2014.	> Partenariat pour le renforcement de l'innovation dans l'aquaculture en Afrique subsaharienne (PEAISSA), Malawi .
> Sub-Saharan Challenge Programme (SSA CP) , 2014.	> Contrôle de la maladie des taches angulaires dans les plants d'agrumes au Ghana .
> Le Food and Business Applied Research Fund (ARF) néerlandais , 2013 et mars 2014 (encadré 1).	> Développement d'innovations en matière de semences de pommes de terre de qualité pour les petits agriculteurs de trois provinces environnantes de Bujumbura, au Burundi .
	> Approche systémique visant à remédier aux contraintes de production et de commercialisation des légumes indigènes dans l'ouest du Kenya .



Le CRF-IF de PAEPARD

Après les défis de financement rencontrés lors des appels de PAEPARD en 2010 et en 2011 et par les consortiums PGU qui ont suivi, PAEPARD a décidé de modifier son soutien aux partenariats multi-acteurs axés sur la demande pour la recherche agricole. À la suite d'une recommandation de l'équipe d'examen à mi-parcours de PAEPARD, un mécanisme de financement CRF-IF a été établi, avec des fonds de la CE. Le CRF-IF s'articule autour de deux composantes.

- **Le Fonds compétitif de recherche (CRF)** a été conçu pour fournir des fonds pour la mise en œuvre de trois à quatre projets de recherche, chacun avec un budget compris entre 100 000 et 300 000 € sur trois ans. Ce financement devait permettre aux équipes de projet de mener des recherches initiales afin de débloquer un soutien additionnel provenant d'autres sources. De nouvelles propositions ont été soumises au CRF par les consortiums sélectionnés dans le cadre des appels de PAEPARD (2010 et 2011) et les équipes de recherche PGU.

- **Le Fonds incitatif (IF)** a fourni des financements moins élevés (moins de 30 000 €) aux consortiums facilités par PAEPARD afin de leur permettre de continuer à développer leur proposition ou de réorienter une proposition précédemment élaborée, augmentant ainsi leurs chances d'obtenir un soutien extérieur. Les activités éligibles à l'IF incluaient les études courtes, les ateliers, les réunions, les ateliers d'écriture et les visites d'échange. Les consultations des acteurs de PAEPARD ont révélé que l'accès au financement était crucial pour la cohésion du consortium multi-acteurs lors de l'étape du développement de partenariat.

Dans certains cas, les partenaires ont été en mesure d'apporter une petite contribution financière provenant de leurs fonds propres. Cependant, l'expérience nous a appris qu'il était important d'avoir accès à d'autres sources de financements relativement peu élevés afin de soutenir le partenariat, et plus particulièrement pour pouvoir participer à des visites d'échange ou à des foires agricoles. Parallèlement aux ateliers de lancement et d'écriture, les activités financées à travers le mécanisme CRF-IF ont efficacement aidé les consortiums à développer de solides propositions de recherche.

Impact sur le développement des projets soutenus par le CRF

En juin 2014, le Comité de pilotage PAEPARD a approuvé quatre propositions au titre de la première composante du mécanisme de financement CRF-IF. Trois des propositions approuvées provenaient de consortiums sélectionnés par les appels de PAEPARD et la dernière d'un consortium PGU. Le faible taux de réussite des consortiums PGU était surprenant et peut s'expliquer en partie par le fait que la plupart des partenariats PGU n'étaient pas aussi avancés dans la planification de leur recherche que les consortiums établis plus tôt. Cependant, le consortium PGU qui est parvenu à obtenir des fonds CRF-IF a montré qu'une approche axée sur la demande et orientée vers les utilisateurs peut commencer à générer des avantages pour les ménages ruraux dans un délai relativement court (voir encadré 2).

1

Le Food & Business Applied Research Fund (ARF)

> Le Food & Business ARF, soutenu par le ministère néerlandais des Affaires étrangères (DGIS), est un exemple de programme qui finance des recherches interdisciplinaires menées par des équipes multi-acteurs. L'ARF vise à promouvoir des recherches conduisant à des innovations qui améliorent la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables dans 15 pays partenaires de la coopération néerlandaise au développement.

> Le programme a offert à PAEPARD l'opportunité de contribuer au développement de consortiums avec des partenaires de pays d'Afrique subsaharienne (Bénin, Burundi, Ghana, Kenya, Mali, Mozambique, Ouganda et Rwanda) et des Pays-Bas. Une contrainte initiale au développement de ces partenariats était que les organisations néerlandaises n'étaient pas éligibles au remboursement de tous les frais encourus pour la réalisation des activités. Par conséquent, plusieurs organisations ont décidé qu'elles n'étaient pas en mesure de participer.

> PAEPARD a apporté son soutien à l'organisation de gestion (NWO-WOTRO) pour demander un changement du règlement, et le DGIS l'a dès lors modifié pour encourager la participation d'organisations financées à travers le projet, plutôt que par des mécanismes institutionnels. À ce jour, dix projets de quatre consortiums soutenus par PAEPARD et de deux autres facilités par PAEPARD ont été financés par l'ARF ; un taux de réussite élevé et un résultat très positif pour l'approche de PAEPARD.

2

Minimiser le risque de contamination par l'aflatoxine dans les arachides (consortium PGU)

> Dans le cadre du projet PGU CRF-IF sélectionné, l'Association nationale des petits exploitants agricoles du Malawi (NASFAM) collabore avec des organisations partenaires en Zambie, en Afrique du Sud et au Royaume-Uni afin d'identifier différentes pistes permettant de minimiser le risque de contamination par l'aflatoxine dans les arachides. La recherche est menée avec des agriculteurs et des services de conseil dans le domaine agricole afin d'améliorer l'échange d'idées et de soutenir le partage de connaissances. Des agriculteurs ont aidé à identifier les pratiques pré- et post-récoltes testées pour réduire le risque de contamination par l'aflatoxine, et plusieurs centaines d'agriculteurs sont directement impliqués dans la recherche. Par conséquent, bon nombre d'exploitants agricoles commencent déjà à modifier leurs pratiques, ce qui a pour effet d'augmenter leur rendement, tout en réduisant le risque de contamination.



Message sur Twitter élaboré par le consortium sur les légumes indigènes africains et le groupe de communication de PAEPARD pour les Journées européennes du développement 2017 à Bruxelles.

Trois consortiums des appels de PAEPARD qui ont bénéficié du mécanisme de financement CRF-IF disposent de partenariats multi-acteurs solides et mènent des recherches appliquées qui, sur la base des premiers résultats, ont de bonnes chances d'améliorer les moyens de subsistance d'un grand nombre de ménages

ruraux (encadrés 3 à 5). Cependant, étant donné la séparation constante du financement de la recherche et du développement, PAEPARD a conseillé aux consortiums de développer un portefeuille de financement varié. L'objectif était que les projets obtiennent des financements de différentes sources en développant plusieurs



3 Premiers impacts d'un projet CRF au Burkina Faso

- > Le projet CRF Bioprotect au Burkina Faso a développé un compost enrichi aux *Trichoderma*. Les partenaires de recherche impliqués travaillent avec des ONG et la nouvelle technologie a jusqu'à présent atteint 1 600 agriculteurs. L'utilisation de la technologie a résulté en :
 - une augmentation moyenne du rendement de 30 % pour la tomate, l'oignon et la pomme de terre ;
 - une hausse moyenne des revenus des agriculteurs de 25 % ;
 - l'autonomisation des femmes, pour leur permettre de créer des entreprises vendant le compost dans les communautés rurales.

4 Impacts à plusieurs niveaux du projet CRF en Ouganda

- > Le projet CRF visant à améliorer la sécurité nutritionnelle et à augmenter les revenus en valorisant les légumes indigènes dans l'est et le centre de l'Ouganda est axé sur des processus innovants de prolongation de la durée de conservation des fruits et légumes africains, tout en préservant leur qualité nutritionnelle. Ce projet répond efficacement aux attentes :
 - des agriculteurs, qui souhaitent un accès amélioré aux marchés locaux pour leurs produits frais ;
 - des consommateurs, qui désirent un accès à des denrées alimentaires sûres et riches en nutriments à des prix abordables ;
 - des décideurs politiques en charge des normes en matière de denrées alimentaires, de la santé publique et du développement commercial.

Le consortium ougandais sur les fruits et légumes indigènes africains (encadré 4) a amélioré la visibilité et la fiabilité des acteurs (souvent des femmes) de cette chaîne de valeur informelle à travers l'Afrique et a encouragé les échanges de connaissances en Afrique.

5 Évolutions dans la chaîne de valeur du soja

- > Le consortium PAEPARD au Bénin aide des groupes de transformatrices de soja à valoriser leur production en développant des produits sûrs et nutritifs, comme le lait de soja et un condiment fermenté relevé appelé *afitin*. Les financements pour la recherche ont été obtenus de manière compétitive à travers le CRF de PAEPARD et une proposition à l'ARF néerlandais, axée sur la promotion de la production et l'utilisation de variétés de semences de soja de bonne qualité, avec des caractéristiques adaptées à des produits à valeur ajoutée spécifiques.
- > En outre, des financements moins élevés pour le développement ont été fournis par des sources béninoises pour soutenir le développement de l'association de femmes, dont un soutien financier de l'initiative 2 SCALE qui cible les entreprises inclusives du secteur agroalimentaire, et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). De cette manière, la recherche peut être clairement axée sur la résolution de problèmes pratiques - comme la durée de conservation du lait de soja, qui était précédemment de seulement un jour - ainsi que sur la réponse aux opportunités émergentes dans la chaîne de valeur du soja. Le financement du développement contribue à s'assurer que les conclusions de la recherche peuvent profiter pleinement aux producteurs.

propositions complémentaires répondant aux intérêts de recherche de différents donateurs. Cette approche a été adoptée avec succès par le consortium sur la chaîne de valeur du soja au Bénin (encadré 5), puis par un consortium non CRF facilité - mais pas financé - par PAEPARD.

Une dynamique plus positive, entraînant davantage de volonté, de motivation et d'efforts pour de nouveau travailler ensemble par la suite, a été observée dès qu'une première proposition est couronnée de succès, quel que soit le montant. En revanche, un échec, quelle qu'en soit la raison, ne suscite pas le même entrain. Le responsable du consortium sur les *Trichoderma* au Burkina Faso a démarré avec un soutien très limité (du Programme des Nations unies pour l'environnement en 2012) et a accumulé les subsides et les récompenses chaque année (par ex. 42 000 € du programme du président

français « La France s'engage au Sud » en 2016). Plusieurs consortiums dont le premier essai a échoué ont baissé les bras, alors que ceux qui ont persévéré et bénéficié de conseils (principalement lors d'ateliers et parfois de facilitateurs externes) ont adapté leurs objectifs de financement à leurs capacités et ont souvent été récompensés après trois ou quatre tentatives. Cela fut le cas des consortiums sur les agrumes au Ghana et sur le piment au Togo, qui ont reçu des financements respectivement du FARA (SSA Challenge Programme) et du programme Africa-Brazil Marketplace.

L'impact national de ces réussites a été important pour la visibilité du consortium, bien sûr, mais aussi pour l'influence qu'il a eue sur les décideurs politiques (au Ghana, notamment, le gouvernement a accordé bien plus d'attention à la chaîne de valeur des agrumes).



Recommandations en guise de conclusion

PAEPARD a clairement montré que les partenariats multi-acteurs ont besoin de plus de temps pour développer la confiance entre les participants et accéder aux financements nécessaires que ce qui est habituellement prévu par les mécanismes de financement compétitifs.

La création de tels partenariats requiert généralement un soutien financier pour permettre aux partenaires de clarifier et d'atteindre leurs objectifs, ainsi que d'assumer leurs rôles et leurs responsabilités. PAEPARD a répondu à ce besoin en tant qu'organe de médiation en introduisant l'approche PGU et en fournissant du soutien aux consortiums sous la forme d'un renforcement des capacités via des ateliers, des groupes d'écriture et des visites d'échange.

Par conséquent, bien que seuls quelques appels compétitifs de financements pertinents aient été publiés entre 2010 et 2017, les consortiums PAEPARD sont parvenus à obtenir de plus en plus de financements chaque année, avec 34 propositions financées sur un total de 88 propositions soumises durant cette période.

Le total des financements mobilisés en réponse à des appels ouverts s'élève à 36 709 844 €. Ce montant inclut le financement des consortiums facilités par PAEPARD, ainsi que par quelques partenaires (universités africaines).

Les projets CRF soutenus par PAEPARD génèrent déjà des résultats qui bénéficient aux ménages ruraux, ce qui prouve que les partenariats multi-acteurs guidés par les utilisateurs peuvent avoir un impact sur le développement. Néanmoins, certains défis persistent, tels que :

- une inadéquation entre les priorités de nombreuses agences de financement et celles des utilisateurs de la recherche ;
- la prévalence des projets à court terme plutôt que des programmes à long terme, et des financements de ressources inadéquates pour les partenariats multi-acteurs ;
- la durée limitée entre le lancement d'appels et la date limite de soumission des candidatures, qui ne laisse pas assez de temps pour préparer des propositions robustes ;
- la difficulté de mobiliser des partenaires européens dans les initiatives de RAD en Afrique, en grande partie en raison de contraintes de financement et d'un manque d'harmonisation dans les structures d'incitation.

PAEPARD s'est engagé, avec des agences nationales et internationales qui financent la recherche agricole, à plaider en faveur d'une utilisation plus régulière des approches multi-acteurs axées sur la demande⁶.

Malheureusement, le nombre de programmes de recherche qui adoptent pleinement ces approches reste limité. Cela pourrait toutefois changer à mesure que les preuves de leurs avantages s'accumulent.

PAEPARD continuera donc à plaider pour une adoption plus large de l'approche multi-acteurs. Les résultats positifs de tous les consortiums seront consignés et utilisés pour soutenir la promotion de cette approche. En attendant, sur la base de l'expérience des consortiums PAEPARD, **les recommandations suivantes sont formulées :**

1. Avant le lancement d'un programme de RAD, les agences de financement devraient se lancer dans un **processus de consultation** avec une vaste série de parties prenantes pour définir des priorités de recherche conjointes. Des réunions individuelles peuvent être combinées à une consultation en ligne pour rendre le processus le plus inclusif possible.

2. Les agences de financement devraient envisager d'utiliser des **fonds ouverts** plutôt que des appels à propositions limités dans le temps. Il faudrait aussi encourager les partenariats multi-acteurs et impliquer pleinement les utilisateurs de la recherche dans le développement de propositions de RAD.

3. Un **processus par étapes** devrait être utilisé pour permettre la consolidation des partenariats et la confirmation des idées de recherche. Une première manifestation d'intérêt pourrait servir à identifier les consortiums qui répondent aux critères convenus. Des ressources pourraient ensuite être allouées pour permettre aux consortiums de développer une note succincte et, si celle-ci est évaluée favorablement, préparer une proposition.

4. Les ateliers de lancement et d'écriture constituent un moyen efficace d'aider les consortiums à développer des propositions solides durant un processus de financement par étapes. Bien qu'ils impliquent des coûts, ils génèrent aussi un avantage net à travers la préparation de propositions de haute qualité, avec de bonnes chances d'aboutir.

5. Les agences de financement européennes devraient allouer suffisamment de ressources pour permettre aux chercheurs européens de participer efficacement au processus de développement de proposition pour les partenariats de RAD Afrique-Europe.



⁶ Voir la publication 2017 sur la communication de PAEPARD : *Le cheminement d'une plateforme d'information vers un système de gestion des connaissances*. Disponible à l'adresse : <http://paepard.org/wakka.php?wiki=PublicationsPaepard/download&file=RapportCommunicationFR.pdf>



Les partenariats Afrique-Europe soutenus par PAEPARD ont investi des ressources et des capacités (marchés informels, locaux et souvent de femmes) dans l'innovation, ce que fait rarement la recherche publique. (Voir photo pour les légumes à feuilles au Bénin.)

Photo : Gröbhlhott.



PAEPARD



La Plateforme pour le partenariat Afrique-Europe dans le domaine de la recherche agricole pour le développement (**PAEPARD**) est un projet sur huit ans financé par la Commission européenne (à 80 %) avec la contribution de ses propres partenaires (20 %). Depuis décembre 2009, elle est coordonnée par le Forum pour la recherche agricole en Afrique (**FARA**), et ce jusqu'à fin 2017 suite à prorogation. Son objectif est d'établir des partenariats multi-acteurs africano-européens dans le domaine de la recherche agricole pour le développement (**RAD**) en vue de contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les partenaires européens sont les suivants : **AGRINATURA** (l'alliance européenne dans le domaine des connaissances agricoles pour le développement, qui coordonne les partenaires européens de la recherche), **COLEACP** (représentant du secteur privé), **CSA** (représentant des ONG), **ICRA** (spécialiste du renforcement des capacités en RAD) et **CTA** (le Centre technique de coopération agricole et rurale). Parmi les partenaires africains, outre le FARA, on trouve l'Organisation panafricaine des agriculteurs (**PAFO**), le Forum régional des universités pour le développement des capacités dans l'agriculture (**RUFORUM**) basé à Kampala et le Réseau pour l'analyse des politiques sur l'alimentation, l'agriculture et les ressources naturelles (**FANRPAN**) basé à Pretoria. La PAFO agit à travers ses membres, qui sont la Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (**EAFF**) basée à Nairobi, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (**ROPPA**) basé à Ouagadougou et la Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (**PROPAC**) basée à Yaoundé. La Confédération des syndicats agricoles d'Afrique australe (**SACAU**) est un partenaire associé à **PAEPARD**.



Avis de non-responsabilité : « Ce projet est financé grâce au soutien de la direction générale de la coopération internationale et du développement de la Commission européenne (DG-DevCo). Le contenu de la présente publication n'engage que ses auteurs, et l'Union européenne ne saurait être tenue pour responsable de tout usage fait des informations contenues dans la présente ».

paepard@dgroups.org

www.paepard.org

twitter.com/PAEPARD facebook.com/PAEPARD
paepard.blogspot.fr

